

que le fanatisme religieux. Le risque de voir éclater d'autres incidents violents, comme l'attaque de décembre 1992 contre la mosquée d'Ayodhya par des intégristes hindous, a grandement diminué. Les pouvoirs publics font respecter la loi et l'ordre.

3. Agitation à l'échelle régionale

En Inde, la stabilité politique a toujours été relative. Un gouvernement central fort a été en mesure d'assurer l'unité de ce pays si divers aux plans ethnique, religieux et culturel. Toutefois, les tensions ne sont pas absentes dans les régions, et New Delhi n'a jamais hésité à recourir à des mesures extra-parlementaires pour y faire appliquer la loi et l'ordre dans les régions, ou pour gouverner par décrets présidentiels. Le gouvernement central demeure préoccupé par l'agitation et les mouvements sécessionnistes au Cachemire, au Pendjab, dans le Nord-Est et dans l'extrême Sud. La situation au Cachemire est la plus sombre, surtout en raison des mouvements de sédition en provenance du Pakistan. Le Pendjab est parvenu à un certain degré de stabilité, mais les mesures dures qui ont été prises pour y parvenir ont laissé un fond de ressentiment, notamment au sein de la communauté sikh. La région éloignée du Nord-Est s'estime négligée, les tribus de cette région ne se sentant aucune affinité avec les dirigeants de New Delhi.

4. Enjeux sociaux

Le gouvernement indien est confronté à un défi de taille : répondre aux préoccupations politiques et économiques des régions éloignées, et résoudre les problèmes sociaux qui affligent des millions de pauvres. Le gouvernement a progressivement pris des mesures pour améliorer la situation. Le programme de réformes économiques fait partie des efforts visant en particulier la situation socio-économique de l'Inde. Le gouvernement a néanmoins ralenti le rythme des réformes au cours des derniers mois, en raison de ses confortables réserves de devises, de la nécessité de s'occuper des questions sociales et des conséquences d'une inflation supérieure à 10 %. La réforme en Inde doit être un processus judicieusement dosé. Sinon, les désordres sociaux peuvent facilement éclater et les disparités régionales, s'exacerber.

5. Respect des droits de la personne

On a reproché à l'Inde des violations des droits de la personne, notamment au Cachemire, cas le plus récent. Bien que ces infractions soient réelles, l'Inde les traite maintenant de manière plus transparente. La communauté internationale a choisi de ne pas adopter une approche punitive à l'égard de l'Inde, mais plutôt d'exercer des pressions morales afin d'améliorer la situation. L'élargissement des relations bilatérales et commerciales avec l'Inde devrait encourager d'autres améliorations à la protection des droits de la personne.